

CONV 28/02

CONTRIB 11

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: Contribution de M. János Martonyi, membre de la Convention

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de M. János Martonyi, membre de la Convention.

János Martonyi

La mission internationale de l'Union européenne

La déclaration de Laeken, en évoquant le nouveau rôle de l'Europe dans un environnement mondialisé, disait que l'Europe devra être «une puissance qui veut encadrer la mondialisation selon les principes de l'éthique». C'est cette petite phrase qui doit être le point de départ pour toutes nos réflexions sur le rôle et la mission de l'Union européenne dans les décennies à venir. Les premières décennies du XXI siècle seront largement différentes des cinquante années de l'histoire du processus de l'intégration européenne. L'Europe devra affronter de nouveaux défis, dangers et dilemmes.

Nous savons tous que la mondialisation est un processus inévitable, engendré et poussé par des facteurs objectifs et en principe neutres du point de vue des valeurs. Mais cela ne signifie pas que nous ne pouvons et nous ne devons pas donner un contenu éthique à ce processus et que nous ne pouvons et nous ne devons pas introduire une dimension morale dans les événements de l'avenir par notre volonté et détermination.

La mission spéciale de l'Europe devra consister justement en une sorte d'humanisation de la mondialisation, pour que le monde entier puisse mieux bénéficier des effets positifs du développement et en même temps les effets négatifs, voir néfastes puissent être sinon entièrement éliminés mais réduits et modérés dans la mesure du possible.

Donner un contenu éthique au processus de mondialisation, influencer donc par la volonté humaine le cours des événements, ce n'est pas seulement une mission mais aussi une lourde responsabilité qui incombe à l'Europe.

C'est le processus d'intégration européenne qui servait et sert toujours comme un laboratoire d'essai pour le processus de mondialisation, et ce sont les résultats énormes de la construction européenne qui se répandent aujourd'hui au niveau mondial. C'est l'Europe qui a progressivement développé et mis en application la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, même des personnes, c'est l'Europe qui a progressivement créé d'abord un marché commun, puis un marché unique (une différence uniquement quantitative), c'est l'Europe qui a créé les conditions pour la mise en œuvre d'un espace de coopération et surtout de concurrence supranationale.

En même temps, l'Europe non seulement développe les voies et les techniques de la mondialisation mais elle protège aussi ceux qui participent à l'intégration du continent. Voilà donc un double rôle, d'une part le rôle de laboratoire des modèles qui seront ensuite suivis sur le plan mondial et aussi le rôle de la protection contre les éventuels effets négatifs, qu'ils soient financiers, culturels ou autres.

La raison pour laquelle l'Europe pouvait et – espérons-le – pourra jouer ce double rôle, c'est que l'intégration européenne n'a pas seulement engendré, développé et promu les principaux facteurs économiques des mouvements supranationaux et par cela ceux de la mondialisation mais aussi elle a parallèlement donné un cadre juridique à ces mouvements en établissant des règles du jeu, les normes à suivre par tous les acteurs publics et privés, grands et petits de ce processus. C'est donc le droit européen, la législation à l'échelle de l'intégration qui était en mesure d'influencer les processus objectifs par la volonté humaine et ce sont les règles juridiques qui visaient et visent toujours à humaniser et même dans un sens à discipliner ces processus.

C'est ainsi malgré le fait que la mesure de la liberté et celle de la réglementation reste toujours disputée, c'est-à-dire la balance entre la régulation et la dérégulation est et sera toujours jugée différemment par les uns et les autres. Mais si l'Europe a pu servir comme un laboratoire d'essai et une sorte de modèle pour les processus mondiaux, il semble évident que l'Europe pourra et devra jouer un rôle beaucoup plus important dans la réglementation de ces processus au niveau mondial en devenant une figure de proue de la mondialisation morale et par conséquent juridique.

L'Union européenne devra donc posséder des capacités nécessaires pour jouer ce rôle. Tout d'abord l'Union doit avoir les compétences nécessaires qui lui sont clairement transférées par ses Etats membres et qui lui donnent une légitimité politique et juridique sans équivoque pour remplir cette mission. Les compétences intérieures devront donc être définies en toute clarté pour éviter toute ambiguïté et doute en ce qui concerne le rôle et les responsabilités de l'Union dans les relations internationales. Une des raisons de plus pour rapprocher les trois piliers l'un de l'autre et renforcer la politique étrangère commune.

Pour renforcer le dialogue avec les autres, il faut que l'Europe soit elle-même renforcée. L'Europe doit mieux représenter sa spécificité basée sur son patrimoine unique, basée sur le respect des identités, cette source essentielle de la diversité. C'est le Weltanschauung européen, l'âme de l'Europe qui doit être projetée dans un ordre planétaire et qui doit féconder l'humanisation de la mondialisation. Pour transmettre ce message spécial de l'Europe, il faut sans doute parler d'une seule voix, et il faut mieux faire comprendre sa mission et aussi sa responsabilité.

L'Europe, ce n'est pas uniquement un système des valeurs – ou plus exactement un intermédiaire culturel, un environnement spécial des valeurs qui deviennent de plus en plus universelles –, mais aussi une méthode d'organiser sa vie économique, sociale et politique. Cette méthode, comme tous les autres éléments de l'âme de l'Europe trouve ses racines dans l'héritage historique du vieux continent. Si l'idée révolutionnaire de la délégation des pouvoirs législatifs indépendants aux institutions européennes a été un des facteurs décisifs dans l'énorme succès de l'intégration, si le droit communautaire s'est avéré un moyen indispensable de l'épanouissement du processus évolutif, organique et complexe de l'intégration européenne, c'est parce que la tradition du droit romain, directement ou indirectement a assuré un élément de base commun dans la diversité des cultures et des droits nationaux.

C'était le droit communautaire en suivant «une certaine idée de l'Europe» qui a pu réconcilier convergence et diversité, qui a été et qui continue à être non seulement un instrument décisif de la construction européenne mais aussi un moyen de sauvegarde de la diversité culturelle et du maintien des identités et des traditions collectives, source irremplaçable d'un développement équilibré.

Voilà les expériences d'une intégration régionale que nous devons faire valoir dans le cadre d'une réglementation souple, flexible et progressive d'un processus mondial. Cette réglementation sur le plan global doit renforcer les valeurs universelles, respecter la liberté de chacun, que ce soit les individus ou les collectivités, protéger les plus faibles, les plus pauvres ou simplement les plus petits et, dans la mesure du possible, projeter la spécificité, l'âme de l'Europe.

Pour cela il faut renforcer et approfondir l'intégration européenne, penser et construire une Europe plus unie et en même temps élargie, c'est-à-dire unifiée. La démonopolisation de l'Etat-nation doit se faire non seulement vers le haut mais aussi vers le bas, l'idée d'une société étatisée, centralisée et homogénéisée doit être abandonnée pour toujours.

En même temps, le mandat donné aux institutions européennes de projeter l'âme de l'Europe sur le plan mondial, de jouer un rôle pivotal dans la réglementation et l'humanisation du processus, et de contribuer à une mondialisation morale doit être clair et sans ambiguïté. Voilà une raison de plus pour renforcer et renouveler ce que nous avons construit, définir avec plus de clarté les compétences qui sont attribuées à l'Union européenne et œuvrer ensemble pour un avenir plus juste et moins dangereux.